

Le 11 juin 2009

Monsieur Stephen Harper, député  
Premier ministre  
80, rue Wellington  
Ottawa ON K1A 0A2 CANADA

Monsieur Barack Obama  
Président des États-Unis  
1600 Pennsylvania Ave NW  
Washington, DC 20500 USA

Monsieur Felipe Calderón  
Président du Mexique  
Residencia Oficial de los Pinos  
Casa Miguel Alemán  
Col. San Miguel Chapultepec  
C.P. 11850 México, DF MEXICO

Monsieur le Premier ministre, Messieurs les Présidents,

Quinze ans après l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), il est évident que beaucoup des avantages qu'il était censé nous procurer ne se sont pas matérialisés. En tant que députés aux parlements du Canada et du Mexique et au Congrès des États-Unis, nous vous demandons, au nom de nos commettants et des organisations de la société civile, d'envisager l'application d'un nouveau modèle commercial plus soucieux des populations; nous voulons garantir un commerce équitable assurant à nos administrés une qualité de vie décente et la protection de l'environnement en tant que principes à la base des Amériques. Il faut remanier les accords qui régissent le commerce nord-américain de manière à ce qu'ils élèvent le niveau de vie de nos citoyens. Malheureusement, l'ALÉNA a aggravé et propagé la pauvreté partout sur le continent. Il est clair que l'Accord ne profite pas à la vaste majorité des habitants de l'Amérique du Nord. Tout compte fait, il est un échec. Nous déplorons que l'ALÉNA incite au « nivellement par le bas » plutôt qu'au développement équitable des trois pays.

La montée incessante du coût de la vie dans chacun de nos pays, les millions d'agriculteurs mexicains dépossédés de leurs terres, l'infrastructure frontalière insuffisante et débordée qui contribue au trafic illégal des stupéfiants et des armes, le nombre de plus en plus grand de travailleurs irréguliers sans papiers et le fait que des collectivités manufacturières soient presque devenues des villes fantômes au Canada et aux É.-U. sont symptomatiques d'une politique commerciale déficiente dont le but n'est pas de procurer un meilleur niveau de vie à nos citoyens, mais seulement de favoriser l'enrichissement d'une minorité. Aux États-Unis, au Mexique et au Canada, les écarts salariaux se sont fortement creusés au cours des presque quinze ans qui se sont écoulés depuis l'avènement du libre-échange. Au Canada, la situation des familles a empiré depuis la mise en application du premier accord, en 1989. De plus en plus de Canadiens travaillent plus fort sans pour autant joindre les deux bouts. Depuis 2002, le Canada a perdu plus de 291 000 emplois de plus dans le secteur manufacturier, et la situation des collectivités qui vivent de la forêt et de bien d'autres collectivités canadiennes s'est aggravée à cause des différends sur le bois d'œuvre. L'ALÉNA a fait perdre des emplois de qualité aux États-Unis, détruit la campagne mexicaine, aggravé la crise de l'immigration chez nous et fait disparaître des petites et moyennes entreprises mexicaines; il n'a pas entraîné les investissements promis dans les infrastructures et il a handicapé des collectivités partout sur la région. Il est temps que le Mexique, le Canada et les États-Unis s'emploient ensemble à modifier ce modèle commercial défectueux. Il est indispensable que les législateurs des trois partenaires nord-américains conçoivent ensemble un autre paradigme qui tienne compte de la souveraineté de chacune des trois nations, de la protection de son environnement, de sa compétitivité économique, des migrations de citoyens, des organisations de fermiers et des droits des travailleurs et qui respecte la primauté du droit. Il nous faut travailler la main dans la main avec les organismes de la société civile et mettre au point une approche progressiste qui fasse du bien-être des personnes à tous les niveaux de l'échelle salariale la raison d'être de la politique publique.

En mars 2008, les législateurs de nos trois nations ont créé un groupe de travail chargé de préparer la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Nous avons demandé aux trois gouvernements de faire des enquêtes publiques sur les effets de l'ALÉNA sur les populations, leurs collectivités, et régions respectives. Le Groupe de travail pour la renégociation de l'ALÉNA a l'appui de

tous nos partis politiques. Ses membres se sont employés à prôner la renégociation de l'ALÉNA dans leurs législatures respectives. Ce groupe a pour objectif de transformer l'ALÉNA de manière à nous doter d'une politique commerciale équitable. Ce modèle de commerce équitable est conçu de manière à sauvegarder la souveraineté des trois pays et prévoit des mesures réalistes et contraignantes pour la protection des travailleurs et de l'environnement tout en permettant aux trois gouvernements de trouver à nos problèmes communs des solutions qui soient dans l'intérêt public. Le Sénat mexicain compte bientôt accueillir ce groupe de travail trinational.

Il est impératif de reconnaître dès maintenant que le commerce n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'assurer un développement durable.

Pour assurer une propagation plus équilibrée de la prospérité et du développement sur notre continent, nous devons élaborer un modèle de commerce équitable qui n'obéisse pas à une logique purement économique, mais qui respecte aussi des principes et des normes éthiques. Ce modèle devra comporter plus que de simples dispositions sur la main-d'œuvre ou l'environnement, qui, bien qu'importantes, n'ont aucun effet sur la primauté du droit, les droits de la personne, le développement humain durable et l'éradication de la pauvreté. En tant que législateurs, nous voulons travailler avec vous et vos administrations pour élaborer un modèle qui privilégierait les droits démocratiques et environnementaux sur les marchés avec la participation tangible de tous ceux qui sont touchés par le commerce.

Nous croyons que notre modèle progressiste de commerce équitable sera propice au développement durable. Nous devons respecter rigoureusement l'engagement que nous avons pris de gouverner dans l'intérêt public et non pas seulement dans celui des grandes sociétés. Il faut pour cela, offrir de meilleures conditions commerciales aux producteurs et aux travailleurs marginalisés du Mexique, du Canada et des É.-U. et protéger leurs droits. Nos trois nations travaillent ensemble à établir de meilleurs partenariats commerciaux qui respectent les principes de la justice sociale, de la pérennité de l'environnement et des droits de la personne. Nous voulons aussi travailler avec les intervenants de la société civile, des organisations de fermiers et les syndicats des trois pays à mettre au point un modèle de commerce équitable qui soit de nature à assurer la prospérité de tous.

Dans un cadre où nos trois nations poursuivent leurs pourparlers sur l'avenir de leurs relations commerciales, nous nous présentons comme des partenaires motivés qui ont comme objectif le développement d'un modèle de commerce équitable applicable à l'ensemble du continent.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, Messieurs les Présidents, nos salutations distinguées.



Senador Antonio Mejía Haro (Presidente del Grupo de Trabajo Encargado de Evaluar los Impactos del TLCAN sobre el Sector Agropecuario)

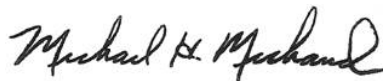
Senator Antonio Mejía Haro est le Président du Groupe de travail chargé d'évaluer les impacts de l'ALÉNA sur le secteur agricole



Peter Julian, député (Burnaby-New Westminster) et Porte-parole en matière du commerce international pour le Nouveau parti démocratique du Canada (NPD)



Marcy Kaptur, Membre du Congrès des États-Unis et Représentante (D-Ohio)



Michael H. Michaud, Membre du Congrès des États-Unis, et Représentant (D-Maine)



Yeidckol Polevsky, Sénatrice mexicaine et vice-présidente du Sénat mexicain, Parti de la révolution démocratique (PRD)



Víctor Suárez, ancien député mexicain et fondateur et directeur exécutif et de l'Association nationale des entreprises rurales de commercialisation (ANEC) au Mexique.